

tenant. Il y a quelques instants il avait honte de le faire, mais il n'en est plus ainsi en cementon. Puisque mon honorable ami avait honte d'exprimer tout à l'heure toute sa pensée, je devrais éprouver le même sentiment d'avoir à y répondre.

Il y a lieu de blâmer une déclaration au sujet du tarif lorsqu'elle est faite privément, ou à quelque personne ou personnes. Mais une déclaration que tout le monde peut entendre, qui est publiée d'une extrémité à l'autre du pays ne mérite pas la même censure. Elle peut être faite sans avoir un but particulier en vue; elle peut être faite dans les intérêts du pays, ou encore, avec le désir d'atteindre un objet public de grande importance. Précisément avant que cette déclaration fut faite, on avait annoncé qu'un projet de loi avait été déposé devant le Congrès des Etats-Unis,—et il y avait tout lieu de croire que ce projet de loi serait voté,—par lequel le lourd impôt de 75 sous par tonne serait prélevé sur notre houille, bien que notre houille soit consommée dans quelques parties du pays voisin, que la leur le soit dans quelques parties du Canada, il n'aurait pas été convenable de permettre à la houille américaine d'être importée en franchise tandis que la nôtre aurait été lourdement imposée, frappée d'un droit presque prohibitif à la frontière des Etats-Unis. C'est dans ces circonstances que M. Fielding fit une déclaration autorisée touchant, non pas la houille bitumineuse seulement, qui est le seul produit que nous exportons aux Etats-Unis, mais aussi l'anhracite que nous importons. Mon honorable ami ne trouvera nulle part la doctrine qu'une déclaration de ce genre, faite dans un but spécial, et justifiée par des circonstances d'une portée considérable pour le pays et auxquelles il nous fallait faire face, tombe dans la catégorie de celles qu'un gouvernement ne peut pas faire.

Mon honorable ami a dans une certaine mesure laissé entendre que des renseignements ont été fournis à certaines personnes, au sujet d'autres modifications projetées dans le tarif, qu'en conséquence, des fabriques de Kingston avaient repris leurs opérations, et que certains commerçants de whiskey, amis de l'honorable sénateur.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Non, ce ne sont pas des commerçants de whiskey de mes amis; ils ne font pas du tout ce commerce.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Bien, quelques amis.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Non, ce sont des amis de l'honorable ministre, ce sont des *grits*.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Si ce sont de mes amis, je préférerais de beaucoup qu'ils gagnassent leur vie d'une autre manière qu'en faisant les opérations sur le whiskey dont l'honorable sénateur a parlé. Mais mon honorable ami est complètement dans l'erreur en prétendant qu'ils ont eu des renseignements soit du gouvernement, soit d'aucun de ses membres. Je suis bien convaincu qu'aucun membre du gouvernement n'a communiqué à qui que ce soit aucun renseignement de ce genre. De fait, je pourrais aller plus loin,—bien qu'il soit périlleux de parler d'une manière générale sur une telle question, parce que je m'expose à dire plus que je n'y suis autorisé dans le moment,—et ajouter qu'ils ont dû en agir ainsi en se basant sur leurs propres conjectures sur ce qui serait fait tout probablement, on y joignant les dires des journaux et les opinions exprimées au cours des discussions publiques. Ceux qui lisent les journaux savent combien fréquemment quelques-uns d'entre eux prédisent ce qui va arriver. Ils ne le savent pas précisément, mais ils conjecturent en se basant sur des probabilités. Très souvent leurs conjectures se réalisent, mais quelques fois aussi ils sont dans l'erreur. Si les conjectures des spéculateurs au sujet des impôts sur le coton et le whiskey sont fondées, cela démontre leur prévoyance et leur bonne fortune en devinant juste. Si ça n'a pas été d'après leurs propres conjectures qu'ils ont agi, il peut fort bien se faire que ce soit d'après celles de quelques amis. Mais je n'ai pas l'intention du tout de dire maintenant qu'ils ont deviné juste. Les journaux font souvent de fausses conjectures, de même aussi, il leur arrive d'être dans le vrai; que ce cas-ci soit l'un de ceux où ils se sont ou non trompés je ne me propose pas d'éclairer la Chambre sur ce point.

L'honorable M. MACDONALD (C.-B.): Je serais disposé à croire qu'ils sont presque dans le vrai.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Je crois que l'honorable sénateur a parlé en-